

N° 721

10 Avril 2015

Notre courriel :
ufc@cgt-fapt.fr

Rendez-vous le 1er Mai !

A l'appel des organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires, plus de 300 000 salariés, actifs, jeunes, retraités et privés d'emploi se sont retrouvés, ce 9 Avril, dans les 86 rassemblements et manifestations en Province et à Paris où nous étions 120 000. Les manifestants ont exprimé avec détermination leurs exigences revendicatives en matière de salaire et pensions, d'emplois, d'amélioration des conditions de travail et de protection sociale.

La présence de cadres dans les cortèges a ainsi non seulement témoigné d'un enracinement du mécontentement mais de leur volonté de concrétiser la prise en compte de leurs propositions alternatives dans les stratégies de nos entreprises. Il apparaît évident que les attentes d'une meilleure reconnaissance des qualifications par les salaires, que les emplois nécessaires à créer, que le service public à développer constituent autant de points de convergences permettant de combattre les politiques d'austérité. Ainsi, lorsque les cadres expriment par exemple leurs revendications sur les retraites complémentaires, ils réaffirment que la répartition des richesses créées par le travail est au cœur d'un processus d'actions qui ne demande qu'à s'amplifier. Dès maintenant, la CGT prend les dispositions nécessaires et s'inscrit dans l'appel de la Confédération Européenne des Syndicats pour faire du 1er Mai 2015 une grande journée de mobilisation contre les politiques désastreuses qui transforment la crise financière en une stagnation de long terme d'un chômage structurel élevé. Nous avons toutes et tous rendez-vous le 1er Mai !

**D'UNE SEULE VOIX
LE 9 AVRIL 2015**



//
**SALAIRES EMPLOI
PROTECTION SOCIALE
TRAVAIL FORMATION
SERVICES PUBLICS
RETRAITE ÉGALITÉ**
//

**MANIFESTATION NATIONALE À PARIS
POUR COMBATTRE L'AUSTÉRITÉ**



FLASH
CADRES



FLASH
CADRES

Branche Poste

Formation : danger !

Courrier, Réseau, Banque Postale, tous les pans de La Poste méprisent les métiers de la formation. Malmenés dans les projets, écartés des attentes réelles des personnels, les métiers de la formation payent les arbitrages stratégiques et financiers de La Poste. Investir dans les femmes et les hommes du Groupe semblerait aujourd'hui une aberration ?

Départs non remplacés, missions externalisées ou confiées au rabais en interne, au mépris de la reconnaissance du métier de formateur. Aux objectifs quantitatifs, opposons une reconnaissance qualitative du savoir-faire, faisons reconnaître les compétences, pour les postiers par les postiers. Ce sont là tous les enjeux du métier, pour garantir une formation de qualité et un avenir pour tous.

Bureaux de poste ou maison de service au public ?

L'Etat se désengage des services publics, surtout en milieu rural (école, gares, bureaux de poste), au profit des « maisons de services au public » qui vont être mises en place.

Des structures privées seront des lieux d'accueil, d'information et d'orientation à destination des usagers, développant ainsi une logique de proximité.

Mais, sous prétexte de proximité il s'agit plutôt de la suppression des services publics et notamment de la liquidation de La Poste, déjà largement frappée par de nombreuses fermetures.

Cache misère social entraînant des reculs sociaux et sociétales, ces « maisons de services au public », vont rendre des services « au public » et non développer le « service public » !

Branche Télécoms

Toujours moins !

Les négociations salariales à Orange sont terminées. Le budget prévu pour ces augmentations est en baisse de 20% par rapport à 2014. Mais Orange va afficher un taux d'augmentation de 1,4% en oubliant de dire qu'un peu moins de la moitié est consacré aux mesures « emploi et compétence », ou reconnaissance sans promotion. C'est du jamais vu !

Ce sera donc 200 € minimum bruts annuels pour tous les cadres, mais en augmentation managériale !!! C'est grâce à un front commun de toutes les organisations syndicales que cette augmentation pour tous a été arrachée, Orange ne souhaitant pas que les cadres aient des augmentations collectives. Les mesures bas salaires sont sur des bornes plus hautes que l'an dernier (33 k€ et 38,5 k€), mais la logique voudrait que les recrutements se fassent à 38 k€ (Plafond de la Sécurité Sociale).

Orange : 55 000 salariés régularisés

Après 10 ans de bras de fer juridique mené par 3 salariés CGT, la Cour d'Appel de Versailles a condamné Orange à intégrer dans l'assiette de calcul de l'Indemnité de Congés Payés (ICP) toutes les Parts Variables Managériales des cadres de droit privé.

Des négociations ont étendu, par souci d'équité, le calcul de l'ICP aux fonctionnaires et contractuels de droit public, non cadres et cadres, percevant une PV. Un rappel de 10% des montants des PV perçus du 1er juin 2013 au 31 mai 2014 sera versé en septembre. Les salariés de droit privé peuvent encore obtenir auprès des tribunaux un rappel sur 3 ans. La CGT a demandé que ces mesures soient appliquées à toutes les filiales du groupe.

Fédération des Activités Postales et de Télécommunications **CGT**

Union Fédérale des Cadres

263, rue de Paris - Case 545 - 93515 Montreuil Cedex - Tél : 01 48 18 54 30 - Fax : 01 48 59 25 22

Courriel : ufc@cgt-fapt.fr - Pages UFC Retrouvez-nous sur notre site : <http://www.cgt-fapt.fr> espace Cadres

Libertés syndicales !

Ce 20 mars, Philippe Martinez a alerté ministre du Travail et élus locaux sur les attaques contre les bourses du Travail et structures syndicales territoriales, souvent *"seule possibilité de s'organiser collectivement pour faire valoir [ses] droits économiques et sociaux"*. L'IGAS reconnaît pourtant la mission d'utilité publique de ces *"lieux d'hébergement des organisations syndicales [et] d'accueil pour le monde du travail"*. Dénonçant *"la recrudescence de la répression syndicale dans les entreprises [publiques ou privées], notamment envers les élus et militants de la CGT [...] accompagnée de plusieurs décisions de police et de justice"*, la CGT appelle le gouvernement *"à une réaction forte [...] sur la nécessité de faire respecter partout le droit syndical, les organisations et les militants qui y travaillent au quotidien."*

Rejoignez l'Union Fédérale des Cadres CGT sur son site www.cgt-fapt.fr espace Cadres

Extrême droite et envers du décor !

Dans le cadre de leur campagne « Ensemble uni-e-s contre l'extrême droite » initiée en janvier 2014, la CGT, la FSU, Solidaires, l'Unef, l'UNL et la Fidl ont décidé d'un rendez-vous intersyndical, le 6 mai, à Béziers.

À partir de témoignages de ce que vivent différents acteurs de l'Éducation nationale, du secteur culturel, des associations et des services municipaux, une centaine de syndicalistes de villes gérées par le Front National et par la Ligue du sud participeront à des ateliers qui seront l'occasion de montrer la réalité de la véritable imposture sociale de l'extrême droite.

Les conséquences de sa politique pour la jeunesse et le vivre ensemble seront également au cœur des débats.

Partout montrons le vrai visage de l'extrême droite.

Sécuriser l'emploi ou les licenciements ?

« Une conférence thématique » bilan de la loi sur la sécurisation de l'emploi ? Le gouvernement souhaite amplifier, élargir et accélérer la flexibilisation du « marché du travail ».

Le Medef propose d'insérer dans le CDI des "motifs incontestables" privant de tous recours devant les prud'hommes un licenciement, à la suite d'une baisse du chiffre d'affaires ou de la perte d'un marché.

Ainsi serait créé de nouveaux types de contrat, comme le « contrat de projet », CDI à durée déterminée ! Aux prud'hommes, le Medef propose d'instaurer une "transaction": des indemnités de licenciement, selon un barème préétabli, sans contestation possible.

Et il ne manque pas d'oreilles complaisantes pour croire que les licenciements d'aujourd'hui feront les emplois de demain.

La croissance avec une boule de cristal

Il n'y a pas si longtemps, le gouvernement et le chef de l'Etat nous annonçaient chaque mois l'inversion de la courbe du chômage. Rappelé aux réalités, l'exécutif continue à mettre une touche de rêve dans sa communication, surtout après une nouvelle défaite électorale.

C'est ainsi que le premier Ministre, a jugé ce 27 mars dernier que la France pourrait atteindre plus vite que prévue une croissance de 1,5%, niveau jugé nécessaire pour faire baisser le chômage. « L'Insee, les instituts ont tous dit quand on aura un niveau de croissance, autour de 1,5% c'est-à-dire en 2016, le chômage baissera. Moi je pense que ce niveau de croissance, nous pouvons l'atteindre avant », a-t-il déclaré. L'austérité n'a jamais créée d'emplois, naviguer à vue conduit au naufrage, il est urgent de changer de politique !

Je signe pour ma retraite

Les régimes de retraite complémentaire ARRCO et AGIRC versent aux salariés du secteur privé de 25% à 56% de leur retraite totale et concernent 18 millions de cotisants et 12 millions de retraités.

Le rétablissement de leurs équilibres financiers ne justifie pas un nouveau recul de l'âge de départ en retraite et un nouvel abattement appliqué sur le montant des pensions.

La CGT propose quatre mesures propres à résorber les déficits : l'égalité salariale entre les femmes et les hommes ; l'augmentation de la cotisation Agirc au niveau de celle de la sécurité sociale en dessous du plafond ; l'élargissement de l'assiette aux éléments de rémunération exemptés ; l'augmentation de 120 à 150 points de la GMP Agirc et la création d'une GMP Arrco ; contribution des dividendes. Signez la pétition : <http://www.cgt.fr/Pour-resorber-les-deficits-et.html>

Grève sur les ondes

Radio France est entrée dans sa 3^{ème} semaine de grève, la plus longue de son histoire, et le conflit risque de se durcir car le PDG présente, lors d'un CCE extraordinaire, son plan stratégique, avec plusieurs mesures d'économies visant à redresser les comptes, notamment, par un plan de départs volontaires.

La Direction ne semble toujours pas prendre la mesure de la situation. Cela fait dix mois que les salariés attendent des réponses sur les contenus et l'identité de l'antenne, qui font toute la richesse d'une radio publique. Le gouvernement fuit ses responsabilités en nommant un médiateur qui aura, de fait, une feuille de route économique.

Il est pourtant urgent de faire reculer la précarité (103 journalistes en CDD constants) et d'affirmer la nécessité d'une radio publique de qualité.

Allez les Grecs !

Pour les financiers qui nous gouvernent, il faut à tout prix que la Grèce devienne un exemple. Pas l'exemple de l'émancipation des peuples vis-à-vis des institutions financières, ce dont tout bon démocrate se réjouirait, mais celui qui valide l'absence d'alternatives à l'austérité.

C'est donc à coup de communication et d'arguties que ces autocrates essaient de démontrer que le gouvernement grec, légitime et démocratique, sera obligé de faire comme les autres : ne pas respecter les engagements pris devant le peuple mais ceux pris auprès des financiers !

On a donc tout intérêt à ce que les Grecs réussissent pour qu'enfin les peuples européens puissent reprendre la main sur la politique, et mettre les institutions au service de tous.

Un déni persistant

La violence des mesures mises en place par le Gouvernement a de graves conséquences. Les possédants, continuent à s'enrichir quand les couches populaires voient leur niveau de vie baisser.

Entre les deux, les classes, dites moyennes constatent avec amertume le décalage entre leurs aspirations et la réalité. Une fracture sociale s'ouvre et le ressentiment augmente.

Depuis 2012, la situation a empiré, du jamais vu depuis les années 1930 !

Au lieu de s'inquiéter et de redonner du pouvoir d'achat aux Français, on focalise depuis des années sur de « nouvelles inégalités » (âges, sexes, couleurs de peau, territoires).

Comment peut-on, livrer des milliards d'euros par an de baisse d'impôts aux entreprises. Et parallèlement, détricoter les services publics de proximité, en faisant fi de la qualité due aux usagers.